



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation au Soudan

Question au Gouvernement n° 681

Texte de la question

SITUATION AU SOUDAN

Mme la présidente . La parole est à M. Christophe Marion.

M. Christophe Marion . Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, comme président du groupe d'amitié avec le Soudan, je dois vous avouer ma colère et ma honte, car nous n'écoutons ni les souffrances ni les cris des Soudanais confrontés à ce que l'ONU qualifie de « pire crise humanitaire et de déplacement au monde ».

Chers collègues, nous sommes profondément touchés, à raison, par les drames ukrainien ou gazaoui, mais celui des civils soudanais semble ne pas nous atteindre. Pourtant, on compte plus de 150 000 morts, 13 millions de déplacés, 12 millions de femmes et de filles exposées aux violences sexuelles ; on observe des pratiques génocidaires au Darfour et 25 millions d'humains sont menacés par la famine.

Le Soudan est-il trop loin ? Jugeons-nous ce conflit trop complexe ? Quelles qu'en soient les raisons, rien ne justifie notre indifférence politique et médiatique. La voix des Soudanais doit résonner plus souvent dans cet hémicycle et sur les scènes européenne et internationale. La dignité nous impose de faire mieux pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, dont l'accès s'est encore détérioré, pour faire appliquer l'embargo sur les armes en pesant sur les acteurs extérieurs au conflit, comme les Émirats arabes unis, et pour accueillir dignement les réfugiés les plus fragiles.

La participation de la France aux conférences internationales sur le Soudan est évidemment précieuse, mais son action diplomatique mériterait d'être renforcée et peut-être même repensée. En effet, peut-on vraiment continuer à appeler de nos vœux l'instauration d'un gouvernement civil tout en refusant de choisir entre paramilitaires, d'une part, et gouvernement du général al-Burhan, d'autre part ?

Tous les Soudanais démocrates que j'ai rencontrés me le disent : une transition démocratique ne pourra pas voir le jour sans la paix. Peut-être est-il temps d'apporter un soutien clair aux forces armées soudanaises, au sein desquelles la jeunesse révolutionnaire elle-même, celle qui a renversé le régime islamiste d'Omar el-Béchir en 2019, a décidé de s'engager ? Après deux ans de guerre et de massacres, n'est-il pas temps, monsieur le ministre, d'affiner notre stratégie et d'amplifier notre action ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'Europe.

M. Benjamin Haddad, *ministre délégué chargé de l'Europe* . Merci pour votre question et votre engagement constant pour que nous n'oublions pas la crise humanitaire au Soudan. La France reste mobilisée, parce que

nous refusons toute forme de double standard et parce que nous souhaitons rétablir la paix dans ce pays. Nous avons des intérêts de sécurité en mer Rouge. Nous avons aussi une responsabilité particulière, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies : nous avons soutenu l'aspiration démocratique légitime du peuple soudanais après la révolution de décembre 2018 et condamné l'usage de drones contre les infrastructures civiles par les Forces de soutien rapide. C'est pourquoi nous nous mobilisons pour faire appliquer la résolution 1591 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui impose un embargo sur toutes les livraisons d'armes au Darfour, ainsi que la fin de tous les soutiens extérieurs qui alimentent ce conflit.

Vous avez rappelé le rôle moteur qu'a joué la France sur la question humanitaire – je pense à la conférence humanitaire d'avril 2024, à Paris. Je peux vous assurer que la quasi-totalité des promesses de dons ont été honorées. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, s'est rendu à Londres, le mois dernier, afin de coprésider une autre conférence avec nos partenaires européens et de l'Union africaine. Il a souligné les besoins en matière d'aide et d'accès humanitaires tout en rappelant les paramètres politiques d'une sortie de crise, laquelle doit passer par une transition avec un gouvernement civil et démocratique. À cette occasion, l'Équipe Europe a annoncé 522 millions d'euros d'aide humanitaire supplémentaire, destinée en particulier aux blessés et aux réfugiés dans la région. La France prend toute sa part à cette aide, à hauteur de 50 millions.

Enfin, je veux vous dire notre soutien absolu à l'unité et à l'intégrité territoriale du Soudan. Je sais que je peux continuer à compter sur votre engagement et votre mobilisation. Nous n'abandonnerons pas le Soudan.
(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)

Données clés

Auteur : [M. Christophe Marion](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (3^e circonscription) - Ensemble pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 681

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe

Ministère attributaire : Europe

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 mai 2025